

Madagascar : la reprise économique se fait toujours attendre

Le Monde - Sébastien Hervieu – 25/09/15



Le président de la République comme le premier ministre ont fait le déplacement. Plusieurs ministres sont dans leur sillage. Pour l'ouverture du salon [international](#) des mines et du [pétrole](#) de [Madagascar](#), mercredi 23 septembre, dans la capitale Antananarivo, cette présence officielle massive témoigne de l'enjeu pour les autorités locales. « *L'Etat a pour but de [faire](#) du secteur extractif un véritable levier du développement du pays, nous ne pouvons pas [avoir](#) autant de ressources et [rester](#) aussi pauvres* », insiste à la tribune Hery Rajaonarimampianina.

Depuis son élection début 2014, synonyme de sortie d'une longue crise [politique](#) déclenchée par le coup d'Etat de 2009, le chef de l'Etat annonce régulièrement une reprise économique qui se fait toujours [attendre](#). 5 % de taux de croissance était visé en 2015, il ne s'élèvera finalement qu'à 3,2 % selon la dernière prévision publiée cette semaine par le Fonds monétaire international (FMI). Un chiffre insuffisant pour un pays en développement.

Alors sur le grand écran, le ministre des mines affiche son objectif. D'ici 2018, les ressources minières et pétrolières, sources majeures de [devises](#), devront [contribuer](#) à 8 % du produit intérieur brut, contre 2 % aujourd'hui, puis 12 % en 2019. Le sous-sol malgache est riche. Trois mines sont déjà en activité (nickel, chrome, ilménite), et l'exploitation commerciale du pétrole a débuté. Mais dans la salle du [centre](#) de conférence, les investisseurs étrangers préféreraient des actes aux paroles officielles.

Lire aussi : [A Madagascar, un carnaval pour cacher la misère](#)

« *Le gouvernement devait [délivrer](#) de nouveaux permis miniers, la plupart d'entre eux ayant expiré pendant la crise [politique](#), mais nous attendons toujours* », se plaint en aparté un opérateur australien. Comme dans d'autres pays africains, l'écriture d'un nouveau code minier, qui sera publié avant la fin de l'année selon les autorités, fait aussi [grincer](#) des dents. « *[Vous](#) voulez [alourdir](#) la taxation alors que nous traversons un défi sans précédent avec la baisse des cours mondiaux* », interpelle au micro le président de la chambre des mines, Ni Fana Rakotomalala. Le président de Rio Tinto à Madagascar lance une pique : « *Et le dollar que vous recevez est-il bien dépensé ? il y a quelques problèmes de gouvernance...* ».

Sur l'estrade ne sera pas prononcé le mot corruption, un fléau dans le pays. « *Nous pouvons avoir une [industrie](#) extractive attractive et compétitive tout en préservant l'intérêt national en obtenant des retombées socio-économiques plus substantielles* », préfère [répondre](#) le ministre des mines, Joëli Valérien Laharisaïna. En attendant les futures [recettes](#) fiscales, l'Etat ne parvient toujours pas à [relancer](#) son économie. Selon les régions, les cyclones ou sécheresses ont détruit des récoltes en début d'année, des délestages d'électricité ont lieu

quotidiennement dans la capitale, une longue grève du personnel de la compagnie aérienne nationale a miné la saison touristique.

En mai, les députés ont tenté de [déstituer](#) le président malgache, handicapé par une faible assise politique. Craignant la persistance de l'instabilité, les investisseurs demeurent frileux. Une éclaircie est toutefois apparue dans le ciel de la Grande Ile le 22 septembre. Après une visite sur place, le FMI a accepté d'accorder un crédit de 47 millions de dollars (42 millions d'euros) pour [financer](#) un programme de réformes économiques ayant pour objectifs « *un investissement accru dans des infrastructures essentielles, une amélioration de la gouvernance et du [climat](#) des affaires ainsi qu'un renforcement des politiques de développement [social](#)* ».

Lire aussi : [A Madagascar, l'avenir incertain d'un président contesté](#)

Pour Coralie Gevers, représentante de la Banque mondiale à Madagascar, « *cet accord est une façon de [reconnaître](#) que les autorités malgaches font des efforts dans la bonne direction pour [maintenir](#) la stabilité macro-économique* ». Et d'ajouter : « *De toute façon, si nous n'aidons pas, ce sera bien pire, et c'est la [population](#) qui paie les pots cassés* ». Près de trois-quarts des Malgaches vivent sous le seuil de pauvreté avec moins d'un dollar par jour. Depuis l'indépendance en 1960, le PIB par habitant a chuté de 42 %. Seuls la République démocratique du Congo et le Liberia, des pays longtemps en guerre, ont fait pire dans [le monde](#).

« *Ce pays offre pourtant des opportunités phénoménales* », estime Bruno Massez, responsable de la Société générale à Madagascar, « *il a une position stratégique dans l'océan Indien, la main d'œuvre est assez qualifiée et peu cher* ». Les secteurs du textile, des plates-formes téléphoniques, de l'agroalimentaire sont cités pour [créer](#) davantage d'emplois, et plus rapidement que dans le secteur minier.

Source : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/09/25/madagascar-la-reprise-economique-se-fait-toujours-attendre_4771456_3212.html#